

Unité départementale du Haut-Rhin
2 Place du Général De Gaulle
BP 71354
68070 MULHOUSE Cedex 01
ud68.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Mulhouse, le 4 juin 2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/05/2025

Contexte et constats

Publié sur 

HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
STEINGRUBE
68130 Altkirch

Références : 0006700195_2025_05_21_Holcim_ViSEch
Code AIOT : 0006700195

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2025 dans l'établissement HOLCIM HAUT RHIN (carrière) implanté STEINGRUBE 68130 Altkirch.

Le contrôle a été réalisé afin de vérifier la mise en œuvre d'actions adaptées en réponse aux mises en demeure du 24 août 2023 (le respect des dispositions des articles 5 et 6 a déjà été constaté au cours du contrôle du 04 juin 2024) et du 03 septembre 2024 relatives à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction pour la faune et la flore.

Référentiel réglementaire

- arrêté du 27 juin 2019 portant autorisation environnementale en vue de l'exploitation d'une carrière de roche calcaire et de marne située Chemin des Carrières à Altkirch, par la société HOLCIM Haut-Rhin ;
- arrêté du 24 août 2023 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin de se mettre en conformité avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 pour l'exploitation de la carrière située à Altkirch ;
- arrêté du 03 septembre 2024 portant mise en demeure à la société HOLCIM Haut-Rhin de se mettre en conformité avec certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 pour l'exploitation de sa carrière située à Altkirch.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HOLCIM HAUT RHIN (carrière)
- STEINGRUBE 68130 Altkirch
- Code AIOT : 0006700195 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A

- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société HOLCIM Haut-Rhin exploite une carrière de calcaire et de marnes à Altkirch.

Les calcaires sont abattus à l'explosif, alors que les marnes sont extraites à la pelle.

Les matériaux extraits sont destinés à la cimenterie, qui est alimentée par bandes transporteuses.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Hors points de contrôle :

Concernant le balisage des ornières à éviter, il a été indiqué qu'il est assuré uniquement par l'organisme de suivi des

amphibiens.

A cet égard, il est attiré l'attention de l'exploitant sur les éléments suivants du rapport de suivi des amphibiens : "*à l'instar du Crapaud calamite, les zones de reproduction "sensibles" occupées par l'espèce (cf carte 5) ont été matérialisées à l'aide des mêmes piquets [...].*

Comme pour le Crapaud calamite, le carrier doit également prendre les dispositions nécessaires si d'autres milieux "sensibles" venaient à apparaître en dehors des secteurs matérialisés par [l'association] qui ne peut assurer un suivi "au quotidien" pour délimiter ces zones suite à chaque intempérie par exemple".

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Evolution de la composition floristique	AP de Mise en Demeure du 03/09/2024, article 2	Demande d'action corrective - Levée de mise en demeure	8 Mois
4	Développement d'une zone de hauts-fonds (2)	Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 2.1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
8	Volume d'eau prélevé dans le plan d'eau nord	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant - Levée de mise en demeure	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Espèces exotiques envahissantes	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 4	Levée de mise en demeure
3	Développement d'une zone de hauts-fonds	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 7	Levée de mise en demeure
5	Mise en oeuvre des actions correctives (mesures E, R, C)	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 8	Levée de mise en demeure
6	Gestion des milieux aquatiques	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 9	Levée de mise en demeure

7	Limitation des flux d'eau	AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 2	Levée de mise en demeure
---	---------------------------	---	--------------------------

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


Il a été constaté que l'exploitant s'est conformé aux mises en demeure du 24 août 2023 et du 03 septembre 2024.

Concernant les prélèvements d'eau dans le plan d'eau nord, il appartient à l'exploitant de communiquer l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires afin de faire évoluer les prescriptions associées.


Concernant le développement de la zone de hauts-fonds dans le plan d'eau nord, il appartient à l'exploitant de justifier l'inutilité de procéder à des mesures d'amélioration du milieu au regard du constat de l'organisme de suivi qui met en évidence un développement de la végétation très limité et un milieu ne correspondant pas aux objectifs de remise en état.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Evolution de la composition floristique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 03/09/2024, article 2
Thème(s) : Autre - Suivi écologique
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé : <i>« 2. suivre l'évolution de la composition floristique des milieux prairiaux face au Solidage du Canada</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>Ce suivi prendra la forme de 2 visites par an (en mai et août) par un bureau spécialisé à compter de 2019</i>• <i>Émission et remise d'un rapport de suivi annuel »</i>
Constats : Pour mémoire, au cours du contrôle du 04 juin 2024, il a été constaté que le rapport de suivi écologique 2023 ne précisait aucun élément d'appréciation relatif à la proportion de Solidage (espèce exotique envahissante) présente dans les milieux prairiaux. Il a été constaté que le rapport de suivi écologique 2024 établi par l'ONF (Office national des forêts) présente une cartographie des interventions réalisées en 2024. Elle présente différents zonages en fonction de la proportion de Solidage présente. Une gestion différenciée est réalisée au regard de la proportion de Solidage présente. Ces éléments permettent d'apprécier la proportion de Solidage présente au niveau des milieux prairiaux prévus sur le plan de remise en état. La cartographie réalisée concerne la majeure partie des zones remises en état. Il a toutefois été constaté que quelques zones ne sont pas identifiées sur la carte (ex : zone située à l'est du convoyeur, à proximité de la nouvelle mare), alors que du Solidage a été observé au cours de la visite. Au regard des démarches réalisées, il est considéré que l'exploitant a déféré à la mise en demeure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartiendra à l'exploitant de s'assurer que le suivi et la gestion mise en œuvre sont bien réalisés sur l'ensemble des milieux prairiaux. De plus, il lui appartiendra de veiller à ce que l'évolution dans le temps des populations de Solidage soit présentée dans les prochains rapports afin d'évaluer l'évolution de la situation.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 8 Mois


N° 2 : Espèces exotiques envahissantes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 4
Thème(s) : Autre - Espèces exotiques envahissantes
Prescription contrôlée : Dans un délai de neuf mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé : « <i>Mener un constat régulier quant à la présence d'espèces invasives.</i> <i>Éliminer les espèces invasives :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires (pesticides ou d'engrais chimiques),</i>• <i>arrachage manuel ou mécanique à mettre en œuvre »</i>
Constats : Pour mémoire, lors du contrôle réalisé le 16 mai 2023, il avait été constaté que des espèces exotiques envahissantes étaient signalées depuis 2021 dans le rapport de suivi écologique (Renouée du Japon, Berberis aquifolium), sans qu'elles fassent l'objet d'un traitement adapté. Au cours du contrôle du 04 juin 2024, l'Inspection avait encore émis des observations sur la gestion des espèces exotiques envahissantes (justifier de la mise en œuvre d'actions pour la Renouée du Japon, prendre en compte l'ensemble des espèces exotiques envahissantes). Il a été constaté dans le rapport de suivi écologique 2024 que des mesures ont été mises en œuvre pour les espèces exotiques envahissantes identifiées dans l'emprise de la carrière (Solidage : fauches, Aulne de Corse : dessouchage ; Renouée du Japon : broyage ; Mahonia faux-houx : élimination ; Robinier faux-acacia et Peuplier du Canada : limitation de l'expansion des jeunes plants). Il a été indiqué au cours du contrôle que des interventions sont également prévues en 2025 (Renouée du Japon, Solidage, ...). L'exploitant a notamment présenté une commande à un prestataire spécialisé pour poser des grillages anti-repousse contre la Renouée du Japon. Dans ces conditions, l'exploitant a déferé à la mise en demeure
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant d'assurer la poursuite dans le temps des mesures mises en œuvre afin de maîtriser les espèces exotiques envahissantes.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure


N° 3 : Développement d'une zone de hauts-fonds

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 7
Thème(s) : Autre - Mesures E, R, C
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p>« <i>Au cours de l'exploitation, surveiller :</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <i>régulièrement l'état de développement de la zone de hauts fonds pour éviter une colonisation par des espèces invasives ; en cas de nécessité procéder à une élimination naturelle de ces espèces invasives,</i>• <i>annuellement :</i><ul style="list-style-type: none">◦ <i>l'état d'évolution de la géométrie de la zone de hauts fonds,</i>◦ <i>le développement de la végétation attendue et notamment :</i> <p>- <i>le secteur à végétation hélophytique émergente (inondée en permanence)</i></p> <p>- <i>le secteur à végétation rivulaire mixte (inondée périodiquement) : favoriser la végétation spontanée est suffisante.</i></p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôlé réalisé le 04 juin 2024, il a été constaté que le rapport de suivi écologique ne comportait pas :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'information sur l'évolution de la géométrie de la zone de haut-fonds (profondeur, pentes, ...) ;• d'information sur la présence ou l'absence d'espèces exotiques envahissantes ;• d'éléments d'appréciation sur l'évolution de la végétation par rapport aux attendus pour les trois zones identifiées dans la prescription (secteur à végétation aquatique flottante et immergée, secteur à végétation hélophytique émergente, secteur à végétation rivulaire). <p>Il a été constaté que le rapport de suivi écologique 2024 présente une évaluation de la zone de hauts-fonds pour ce qui concerne sa géométrie (cartographie précisant les profondeurs pour celles comprises entre 0 et 3 m et la surface de chaque zone), les espèces exotiques envahissantes (qui sont absentes) et les cortèges végétaux.</p> <p>Dans ces conditions, il est considéré que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p> <p>Toutefois, le rapport appelle encore les remarques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• les pentes ne sont pas précisées.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartiendra à l'exploitant de veiller à ce que le prochain rapport de suivi soit complété en intégrant les remarques précisées dans le constat ci-dessus.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>


N° 4 : Développement d'une zone de hauts-fonds (2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2023, article 2.1.2.1
Thème(s) : Autre - Introduction d'espèces
Prescription contrôlée : C/ Mesures d'accompagnement [...] Mise en place d'une zone de hauts-fonds : Afin d'accueillir la faune plus rapidement, et au vu des conclusions du suivi écologique annuel, le développement de la végétation doit être favorisé en introduisant quelques espèces (en faible quantité), en respectant leurs affinités écologiques et l'étagement en fonction de la profondeur d'eau. Les espèces semées ou plantées doivent être des espèces indigènes à la zone d'étude, présentes sur les secteurs alentours et non remarquables afin d'éviter toute pollution biologique et génétique des populations sauvages [...]
Constats : Le rapport de suivi écologique 2024 précise que <i>"le terrain est actuellement très minéral. Le haut fond présente un sol très compact et complètement minéral limitant fortement l'implantation de la végétation"</i> . De plus, il indique qu'il n'a pas été observé de végétation aquatique flottante et immergée, ni de végétation hélophytique émergente, ni de végétation rivulaire mixte. La végétation est limitée à une lente installation d'une roselière éparse sur la partie est du hauts-fonds et à l'installation de saules d'après le rapport de suivi écologique. Il conclut toutefois que <i>« au vu des derniers suivis, il n'est pas constaté à ce jour un développement majeur de la végétation ni l'utilité d'introduire de nouvelles espèces »</i> . L'Inspection s'interroge sur la pertinence de cette conclusion dans la mesure où, en l'absence de développement de la végétation attendue, les objectifs d'aménagement ne pourront pas être atteints, alors que l'échéance de l'autorisation est proche. Au cours du contrôle, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser cette position.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de justifier l'absence d'intervention au regard de l'état du milieu par rapport à l'objectif de remise en état. Le cas échéant, en lien avec l'organisme de suivi, il proposera des mesures afin de favoriser le développement de la végétation dans la zone de hauts-fonds.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 Mois


N° 5 : Mise en oeuvre des actions correctives (mesures E, R, C)

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 8
Thème(s) : Autre - Mesures E, R, C
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p><i>« les rapports de suivi écologique (habitat, faune, flore) doivent permettre d'appréhender l'organisation de la mise en œuvre des mesures de réduction d'impact, à moyen terme, afin de les réadapter si nécessaire sur la base des recommandations de l'écologue spécialisé, pour notamment garantir l'adaptation des espèces à leurs nouveaux emplacements, dans un souci de répondre aux objectifs de réduction d'impact</i></p> <p><i>En cas d'insuffisance des mesures mises en œuvre, et notamment celles précédemment définies au tableau ci-dessus, des mesures correctives doivent être apportées par l'exploitant afin de maintenir la qualité des habitats et la diversité des populations des espèces protégées impactées ; le préfet devra préalablement être informé des mesures correctives proposées »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 16 mai 2023, il a été constaté que des remarques relatives à l'entretien de mares étaient formulées depuis 2021 dans le rapport de suivi des amphibiens, mais qu'elles n'avaient pas été prises en compte. En particulier, concernant la mare E3a, le rapport de suivi d'avril 2024 de Bufo présentait des préconisations car elle n'était plus fonctionnelle (si possible avant mars-avril 2024 : étanchéifier le fond de la mare avec de l'argile, réajuster les terrains pour favoriser un écoulement des eaux vers la mare). Cette mesure n'avait pas pu être mise en œuvre début 2024 car le rapport de suivi avait été communiqué en avril 2024. En outre, la météo humide n'a pas été favorable pour réaliser ce type d'intervention.</p> <p>Le rapport de suivi écologique relatif aux amphibiens pour l'année 2024 préconise les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• dernière tentative d'étanchéification avant la saison d'activité 2025 ;• aménagement d'une mare de remplacement au cours de l'automne / hiver 2025. <p>Il a été constaté au cours du contrôle que l'exploitant a réalisé des travaux d'étanchéification au niveau de la mare E3a. Ils n'ont toutefois pas permis de rendre la mare fonctionnelle.</p> <p>L'exploitant a également aménagé une nouvelle mare à l'est du convoyeur. Au cours du contrôle, elle était en eau et des têtards ont pu y être observés.</p> <p>Dans ces conditions, il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure


N° 6 : Gestion des milieux aquatiques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 9
Thème(s) : Autre - Mesures E, R, C
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 2.1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p>« 1/ Prendre des mesures pour empêcher la stagnation d'eau sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• la banquette périphérique,• les plates-formes horizontales au pied des fronts,• les pistes, <p>(par ex. mise en place d'une pente et de fossés permettant le drainage des eaux vers les étangs de recueil des eaux pluviales de ruissellement) »</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, au cours du contrôle du 16 mai 2023, il avait été constaté qu'une mare importante s'était développée sur une piste (le long de la mare E3a) et qu'elle avait fait l'objet de pontes par des amphibiens. Celle-ci n'avait pas fait l'objet d'une signalisation adaptée.</p> <p>Des remarques avaient également été formulées à la suite du contrôle du 04 juin 2024 au sujet de la zone située à proximité de la mare E3a.</p> <p>Au cours du contrôle, il a été constaté que l'exploitant a aménagé le chemin passant à côté de la mare E3a afin d'y limiter la formation d'ornière. Il n'a pas été constaté la présence d'ornière et d'accumulation d'eau sur la zone de passage des engins.</p> <p>Dans ces conditions, il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Limitation des flux d'eau

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 2
Thème(s) : Autre - Mesures E, R, C
Prescription contrôlée : Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé : <i>« L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. [...] »</i>
Constats : De l'eau est prélevée dans le plan d'eau nord pour alimenter la cimenterie. Pour mémoire, au cours du contrôle du 16 mai 2023, il avait été constaté que les prélèvements en eau étaient supérieurs au besoin en l'absence de régulation adaptée des prélèvements. Par lettre du 06 juin 2024, l'exploitant a indiqué que l'automate a été reconfiguré afin d'assurer un approvisionnement en eau adapté aux besoins. Lorsque le niveau haut du bassin présent en cimenterie est atteint, le pompage d'eau est interrompu. Au cours du contrôle, le dispositif mis en œuvre a été présenté au niveau du poste de conduite de la cimenterie. Il apparaît que l'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 8 : Volume d'eau prélevé dans le plan d'eau nord

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/08/2023, article 3
Thème(s) : Autre - Mesures E, R, C
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant se conforme aux dispositions de l'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2019 modifié susvisé :</p> <p>« [...] Utilisation au niveau de l'usine « Cimenterie » exploitée par HOLCIM HAUT RHIN :</p> <ul style="list-style-type: none">• [...] ;• <i>quantité annuelle prélevée inférieure à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau Nord.</i>• [...] »
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, le 10 mars 2021, l'exploitant a communiqué un porter à connaissance pour régulariser les prélèvements d'eau dans le plan d'eau nord pour alimenter la cimenterie en faisant référence à la rubrique 1.2.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau.</p> <p>Dans ce cadre, des prescriptions complémentaires ont encadré les prélèvements. En particulier, le prélèvement a été limité à 5 % de la capacité globale d'alimentation en eau du plan d'eau nord (au regard notamment de la rubrique 1.2.1.0 - 2 : A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe : 2° D'une capacité totale maximale comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau).</p> <p>Au cours du contrôle du 16 mai 2023, il a été constaté que le prélèvement avait été supérieur à 5 % en 2022.</p> <p>Par lettre du 06 juin 2024, l'exploitant a indiqué que d'après son analyse, les prescriptions relatives aux prélèvements d'eau liées à la rubrique 1.2.1.0 ne pouvaient pas lui être appliquées car le prélèvement ne relève pas de cette rubrique.</p> <p>En effet, l'exploitant expose qu'aucun cours d'eau n'est identifié dans le périmètre de la carrière et que les cours d'eau les plus proches sont éloignés. Il précise que dans ces conditions, le prélèvement n'est réalisé ni dans un cours d'eau, ni dans sa nappe d'accompagnement, ni dans un plan d'eau ou un canal alimenté par ce cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement, mais dans la nappe perchée située au niveau du bloc géologique du Rebberg.</p> <p>A cet égard, l'Inspection souligne que le prélèvement dans une nappe perchée est concerné par la rubrique 1.1.2.0 "Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an (D)".</p> <p>Dans ces conditions, il apparaît que la mise en demeure est caduque.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il appartient à l'exploitant de communiquer l'ensemble des éléments d'appréciation afin de corriger la situation administrative du prélèvement d'eau dans le plan d'eau nord.</p> <p>L'exploitant précisera également les dispositions permettant d'assurer le maintien en permanence d'un niveau suffisant pour la faune et la flore.</p>
Respect de la prescription : 

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant - Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 2 Mois